

**SEMINARIO: Sécurité alimentaire
dans la Région MONA:
participation de la société civile
et partenariat**



La sécurité alimentaire dans la Région MONA et participation de la société civile: L'importance du partenariat

01 Décembre 2011

MOHAMED SALECK OULD BRAHIM

Président de l'ONG ADECA de Mauritanie

Dans un contexte international marqué par la flambée des cours des produits alimentaires, la lourde facture des importations des pays les plus pauvres a augmenté de plus de 20% en 2010. La perspective d'insécurité alimentaire est de plus en plus une réalité alarmante, voire cauchemardesque, notamment pour les pays à déficit vivrier chronique comme la Mauritanie.

Avec un déficit structurel de 70% des besoins alimentaires, la Mauritanie est souvent confrontée à des crises d'insécurité récurrentes, liées aux conditions climatiques comme la sécheresse, les inondations et les invasions des criquets pèlerins en particulier. Ces différents facteurs de vulnérabilité sont aggravés par la hausse spectaculaire des prix des principaux aliments ont augmentés de plus de 50 % sur le marché local.

La croissance démographique, la pauvreté et les pratiques de production non durables ont conduit à la dégradation de l'environnement qui à son tour sape davantage la sécurité alimentaire et la santé. Les conditions de vie dans les régions éloignées du pays sont particulièrement dures pour les populations rurales qui subissent souvent des périodes de disette. La forte incidence des maladies infectieuses comme la malaria, les infections respiratoires aiguës, les parasites intestinaux, les diarrhées et/ou les pathologies endémiques, comme la fièvre du rift, fragilisent la situation alimentaire et la nutrition dans ces régions, en réduisant la capacité de travail et les revenus d'une part, et en augmentant les coûts relatifs à la santé de l'autre.

Près de 30 % de la population mauritanienne touchée directement ou indirectement par l'insécurité alimentaire (c'est-à-dire en incapacité de faire face aux besoins alimentaires de base pendant toute l'année). Cette situation est aggravée par le

contexte national de pauvreté, d'insuffisance d'investissements dans les secteurs sociaux et productifs, notamment l'agriculture et l'agro-alimentaire.

Bien que le phénomène ait tendance à s'étendre en milieu urbain, il prend son ampleur en particulier dans le monde rural. Étroitement liée à la pauvreté, l'insécurité alimentaire est majoritairement rurale, touchant les ménages à faibles revenus qui sont aussi ceux qui ont le moins accès aux denrées alimentaires de base et produits de première nécessité.

En 2008, l'insécurité alimentaire modérée a augmenté, touchant 126 000 personnes de plus et le taux global de malnutrition sévère dépasse 15% dans certaines régions. Les groupes les plus vulnérables sont : les femmes, les jeunes enfants (25 % des enfants de moins de 5 ans ont une insuffisance pondérale, 30 % ont des retards de croissance), les jeunes et les chômeurs, les petits producteurs, les personnes âgées, handicapées ou malades.

La dernière étude sur la prévalence de l'insécurité alimentaire, effectuée conjointement par le PAM et le gouvernement mauritanien en janvier 2011, réalisée selon la méthodologie d'enquête FSMS (Food Security Monitoring System) a constaté qu'environ 30% des ménages vivent dans l'insécurité alimentaire. Presque la moitié des ménages n'ont pas d'accès sécurisé à l'eau potable et souffrent de maladies diarrhéiques, de la malaria et d'infections respiratoires aiguës qui continuent de coûter la vie à un grand nombre de jeunes enfants et de femmes.

La hausse des prix des denrées alimentaires, la flambée des prix de l'énergie et la baisse des revenus, observées dans le pays en 2007 et 2008, sont venues aggraver les facteurs de vulnérabilité structurels. Ainsi le prix des principaux aliments a augmenté de plus de 50 % en 2007 ce qui signifie que les ménages qui ne parvenaient déjà pas à satisfaire leurs besoins alimentaires ont adopté des stratégies de haut risque : réduction des quantités et de la qualité des aliments.

Les pauvres, qui allouent plus de 80 % du revenu du ménage à l'alimentation sont contraints de réduire leurs dépenses de santé et d'éducation et de vendre leurs biens. Il en est résulté une diminution de leur consommation de viande, des légumes et de produits laitiers et une dépendance accrue envers les céréales importées. Ce qui signifie que les ménages qui ne parvenaient déjà pas à satisfaire leurs besoins alimentaires ont adopté une stratégie à haut risque : la réduction de la quantité et de la qualité de leur nourriture.

Ainsi, la faim et la malnutrition - en particulier la "faim cachée" liée à des régimes alimentaires pauvres - demeurent de graves sujets de préoccupation dans ce pays. Bien que le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans en sous-poids ait diminué de 47 % en 1990 à 24 % en 2006, il y a eu une inversion soudaine de la situation en 2007, avec une augmentation de ce taux à plus de 30%.

En 2011, la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies a si fortement affecté le développement des cultures qu'on s'attend à une production pluviale significativement inférieure de 50% à celle d'une année moyenne. Aussi, la régénération des pâturages ayant été limitée pour la même raison. La transhumance qui ne commence, en année normale, qu'au mois de Décembre pour les nomades et en Mars pour les éleveurs semi sédentaires, a déjà débuté dans le sud et l'est du pays.

Le niveau du fleuve Sénégal est resté relativement bas (trois mètres en dessous de la norme saisonnière). La courte durée d'immersion des terres va se traduire par une importante baisse de la productivité des cultures de walo (décru). La situation acridienne est calme et aucune épizootie d'envergure anormale n'a été constatée depuis juillet dernier. Les ménages pauvres des qui représentent environ 60 pour cent de la population des zones de cultures pluviales et agropastorales sont les plus affectées par cette situation.

Les prévisions montrent que le nombre des personnes susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire en janvier 2012 sera vraisemblablement le triple de celui l'année en cours (250,000 personnes en janvier 2011). Ce chiffre est aussi supérieur à la moyenne quinquennale (586,000 personnes) et, plus proche de la moyenne de 2005/06-2009/10 (environ 700,000 personnes). Le pic des besoins d'assistance d'urgence se situera, en 2012, entre avril et août.

Que faire et comment ?

L'insécurité alimentaire apparaît donc comme hautement prioritaire par toutes les parties prenantes locales, régionales et nationales. La crise alimentaire mondiale et les conditions climatologiques défavorables viennent encore exacerber le caractère d'urgence de l'insécurité alimentaire, qui touche globalement les ménages ou les individus les plus pauvres et vulnérables, mais qui précarisent l'ensemble de la population et de l'économie mauritaniennes.

Une telle situation exige la conception et la mise en oeuvre de programmes intégrés de sécurité alimentaire et de nutrition, comprenant des interventions ciblées vers les principales causes structurelles identifiées ci-dessus. Aussi le gouvernement de la Mauritanie aidé de ses partenaires au développement devra impérativement mettre en place une politique de sécurité alimentaire et de nutrition nécessitant un soutien accru, une coordination et évaluation améliorées pour accroître l'efficacité des services de prévention et traitement de la malnutrition.

La couverture, le ciblage et la conception des besoins d'interventions pour la sécurité alimentaire doivent être nettement améliorés pour permettre aux familles ayant des enfants sous-alimentés de pourvoir à leurs besoins fondamentaux. Afin de renverser cette tendance à la hausse de la malnutrition, de la faim et de la pauvreté en Mauritanie, une réponse globale à la crise alimentaire devrait inclure l'intégration systématique des interventions sectorielles dans l'aide alimentaire, la santé, l'agriculture, l'éducation et les affaires sociales tant au niveau national que local. Afin

d'être cohérente et durable, cette réponse devrait articuler les politiques et les actions locales et globales, et assurer des synergies pour protéger et favoriser le secteur de la sécurité alimentaire dans une approche intégrée de stratégie nationale de sécurité alimentaire et de plan national d'investissement.

Malgré l'acuité de la situation conjoncturelle, la Mauritanie, appuyée par la FAO et le PAM, penche actuellement sur l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) et d'un Programme national d'investissement Agricole (PNIA), qui trouvent pleinement sa justification et traduit l'engagement politique au plus haut niveau et l'engagement de la société civile pour combattre l'insécurité alimentaire et relever les défis des objectifs du SNSA et de l'OMD 1, auxquels le Gouvernement mauritanien a souscrit.

La prise en compte du caractère multidimensionnel de la sécurité alimentaire implique de développer un Plan d'actions prioritaires et programme d'investissement à l'horizon 2015. Il vise à relancer la production vivrière, mais aussi à s'attaquer aux différentes dimensions de la sécurité alimentaire, à savoir :

- La disponibilité de produits vivriers en qualité et quantité suffisantes.
- L'accès pour tous, y compris aux groupes les plus vulnérables et à faibles revenus.
- L'utilisation et la qualité sanitaire des produits alimentaires, en vue de favoriser une alimentation équilibrée et saine pour tous.
- La stabilité des approvisionnements, qui implique une dimension politique et des mécanismes de prévention/gestion des crises et catastrophes naturelles.

En 2008, la Mauritanie a été identifiée comme un pays pilote pour l'initiative REACH approuvée par la FAO, l'OMS, l'UNICEF et le PAM, et un facilitateur REACH a été désigné au sein du bureau du coordinateur résident pour travailler avec les partenaires : gouvernement, agences de l'ONU, ONG et organisations de la société civile et pour développer une stratégie commune pour réduire la faim et la sous-alimentation des enfants.

L'initiative a porté sur la mise en place d'une équipe multisectorielle, composée des principales parties prenantes : gouvernement, agences des Nations Unies et ONG nationales et internationales actives dans le secteur. Cette équipe a élaboré un plan d'action pour la nutrition s'attachant à démontrer comment l'adoption d'une série de d'interventions sur la sécurité alimentaire et la nutrition pouvait être améliorée et amplifiée de manière à avoir un impact significatif permettant dès lors au pays de reprendre sa progression vers l'atteinte de l'un des objectifs de l'OMD 1: "réduire de moitié la proportion d'enfants sous-alimentés". En outre ce travail a permis d'améliorer la coordination entre les intervenants amenés et les membres de l'équipe à identifier les zones de chevauchement ou encore d'absence d'interventions tout en tirant bénéfice de leurs expériences mutuelles.

La perception des populations face à l'insécurité alimentaire est variable. Néanmoins, il apparaît que l'insécurité alimentaire est une priorité majeure de tous les acteurs

locaux, qui mettent en place des stratégies de survie en périodes de soudure ou suite aux catastrophes naturelles.

D'une manière générale, il est reconnu que les femmes sont les principales victimes de cette situation, mais elles sont aussi les principales actrices dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire, en tant que productrices et responsables de l'alimentation du ménage. A ce titre, les politiques agricoles et de sécurité alimentaire doivent les impliquer et elles doivent être associées dans leur mise en oeuvre.

Plusieurs facteurs contraignants sont identifiés : l'accès aux moyens de production et au système de crédit ou encore l'insuffisance d'accès aux marchés à cause de l'enclavement et/ou de moyens financiers trop faibles. A cela, s'ajoutent le poids des traditions et des habitudes alimentaires, qui influencent à leur tour directement la situation alimentaire au sein du ménage.

Pour faire face à l'augmentation des prix, le Gouvernement Mauritanien et le PAM à travers le CSA nourrissent chaque année, parmi la frange vulnérable ciblée, quelques 350.000 personnes : 200.000 écoliers, à travers son assistance aux cantines scolaires, et plus de 100.000 bénéficiaires reçoivent une assistance sous forme de Vivres Contre Travail pour améliorer les moyens de leur subsistance.

Il y a eu aussi l'Opération "Magasins de Solidarité", une initiative de vente à prix modérés qui devrait rendre disponible les principales denrées alimentaires de base à des prix subventionnés de 30% à 50% pour une certaine palette de produits (huile, riz, blé, sucre). Quelques 600 points de vente ont été ouverts à travers tout le pays.

Une enveloppe de 12 à 15 millions de dollars US, mobilisée par le gouvernement, devrait permettre de faire fonctionner ces boutiques pendant quelques mois. Outre les problèmes de répartition spatiale et de distribution de quantités journalières limitées, la stratégie de la vente subventionnée ne permettra pas forcément aux ménages les plus pauvres d'accéder aux produits alimentaires, dans la mesure où les plus vulnérables ne disposent pas forcément des revenus monétaires permettant d'accéder aux aliments, même à prix réduit.

D'autres programmes du Gouvernement et des Partenaires sont envisagés pour faire face au problème d'accessibilité alimentaire, dont certains budgets restent à trouver. Le défi majeur sera d'apporter une assistance ciblée et coordonnée à court et moyen terme.

Perspective après mars 2012

L'évolution de l'insécurité alimentaire entre le mois de Mars 2012 et la fin de l'année de consommation en septembre 2012 sera fortement tributaire des suppositions suivantes :

- Les prix des céréales seront supérieurs à ceux de l'année passée d'environ 25% en moyenne avec un pic en juillet/août.
- Les prix des aliments de bétail sont en hausse à partir de septembre 2011 et arriveront à un pic en juillet/août 2012 vraisemblablement supérieur aux 7000 MRO / l'unité, de la même période l'année passé.
- Le programme Opération Solidarité et/ou les boutiques Ramadan continueront jusqu'à Août 2012.
- La prévalence de la malnutrition aiguë globale sera vraisemblablement supérieure aux niveaux de fond de la zone agropastorale et de celle des cultures pluviales. Ainsi, le pic des besoins d'assistance d'urgence s'y situera entre avril et août en 2012.
- Des distributions gratuites ciblées seront réalisées par le Gouvernement et le PAM (mars à juillet). On s'attend à ce qu'elles soient supérieures à celles de 2010 et 2011, mais insuffisantes et tardives pour combler tous les besoins alimentaires, jusqu'en septembre 2012.

Dynamique de la société civile :

Face à un énorme déficit alimentaire de 70%, la conscience de toutes les parties prenantes de la vie nationale mauritanienne sont interpellées, notamment celle des organisations de la société civile (OSC) qui montrent une réelle dynamique pour redéfinir son rôle et se tailler une nouvelle mission à la mesure de ses ambitions auprès des populations.

Ainsi, cette situation de déficit structurel constitue une véritable préoccupation pour les autorités du pays qui ont amorcé depuis quelques mois un début de concertation pour l'implication des OSC dans la confection des documents de référence de la nouvelle stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) et de son plan d'investissement (PNIA) de mise en oeuvre.

Cette approche permettrait à tous les acteurs de participer dans le processus de prise de décision et de partager les responsabilités, pour prendre en charge la question très sensible de la sécurité alimentaire du pays de façon participative. L'État, alors, pourrait réorienter ses investissements et avoir accès à plus des subventions des différents bailleurs pour faire face à l'insécurité alimentaire d'autant plus que le ciblage actuel ne répertorie avec une grande précision les zones d'insécurité, le nombre de personnes concernées, leur emplacement géographique, leur profil socio-économique. Dans cette perspective, plusieurs réseaux d'organisations de la société civile, des fédérations agricoles des leaders d'opinions, des imams ont récemment mis en place, sur invitation de l'ONG SOS Abbere, une initiative faîtière appelée "Alliance contre la faim en Mauritanie". Avec la création de ce réseau de la société civile, contre la faim et la malnutrition jamais la société civile n'a été aussi engagée et consciencieuse par rapport à un problème de société.

Cette alliance, qui symbolise encore plus l'engagement et d'implication de la société civile nationale dans les vrais problèmes de développement du Pays, se veut un embryon pour une future alliance nationale contre la faim en Mauritanie. Qui verra le

jour en concertation avec le Gouvernement Mauritanien, la FAO, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), Biodiversité International, et les autres partenaires concernés par la problématique de la faim dans notre pays. Partant de cette nouvelle extension de la lutte contre la faim cette alliance portera l'espérance plus haute et aidera à réaliser cet objectif noble et déterminant pour la stabilité nationale et mondiale.

Les OSC de Mauritanie pensent que les facteurs encourageants la persistance de la faim et de la malnutrition et l'élargissement de la pauvreté résident principalement dans :

- Environnement institutionnel et réglementaire inadéquat.
- Manque d'organisation et de structuration des secteurs productifs.
- Manque de valorisation des ressources nationales.
- Mauvaise qualité de l'éducation et des comportements alimentaires.
- Injustice et manque d'équité.
- Faiblesse du pouvoir d'achat des populations.
- Absence des opportunités d'emplois.
- Manque de structures indépendantes spécialisées pour compléter les efforts de l'État dans le domaine de la lutte contre la faim.
- Manque de plate forme de concertation et prise de décision nationale indépendante et participative entre les différents acteurs concernés.

Ces facteurs encouragent les gouvernants, les organisations de la société civile nationale, les bonnes volontés, la jeunesse, les notables, les leaders d'opinions et les imams qui aspirent à un développement durable et une bonne justice sociale sans plus tarder de partager désormais leurs compétences et leurs ressources dans le cadre de la lutte contre la faim en Mauritanie.

Dans cette logique, les parties prenantes, y compris les ONGs nationales, explorent actuellement de meilleures pistes de financements des activités du programme PNIA aussi bien dans le cadre du CSLCP, le Business Meeting, le NEPAD, et d'autres initiatives innovantes !

Ainsi, les nouvelles pistes sont étudiées actuellement pour favoriser l'accessibilité alimentaire des ménages les plus vulnérables, et particulièrement des programmes " cash & voucher" qui permettrait de garantir une meilleure alimentation des ménages mauritaniens tout en favorisant les marchés nationaux.

Cette logique qui, consolide davantage d'autres programmes qui existent déjà, comme celui des Vivres Contre Travail (VCT), cherche encore à améliorer le pouvoir d'achat des bénéficiaires notamment dans le milieu rural en assurant leur autonomie financière à travers une palette de petits projets à caractère environnemental comme la réalisation de plantations d'acacias pour la production de la gomme arabique, la fixation des dunes et la mise en place de canaux d'irrigation. Les agropastoraux sont

particulièrement ciblés dans le cadre de ces programmes. Aussi, la professionnalisation des filières agricoles existantes (riz, sorgho, niébé notamment) permettraient au PAM d'acheter localement plutôt que de s'approvisionner sur les marchés internationaux.

L'espoir est également permis avec la nouvelle dynamique de l'aide internationale, en faveur du pays, car outre les donateurs traditionnels (OCDE), les pays arabes sont de plus en plus investis dans l'assistance à la lutte contre l'insécurité alimentaire en Mauritanie au moment où l'apport des donateurs traditionnels a légèrement diminué ces derniers temps. Il y a aussi l'idée de mettre à contribution le secteur industriel productif notamment les industries extractives dans la lutte contre l'insécurité alimentaire fait son chemin. Des discussions sont en cours sur le sujet et cette éventualité permettrait une meilleure redistribution des richesses entre les citoyens d'un même pays. C'est en tout cas ce que conseilleraient le PAM aux autorités politiques du pays. Il serait, en effet, immoral que des entreprises continuent de s'enrichir cotoyant, sans état d'âme, la faim parmi les autochtones.

Conclusion :

Dans le contexte actuel de volatilité des prix des denrées alimentaires et de déficit agroalimentaire, il est peu probable que la Mauritanie réalisera le premier Objectif de Développement du millénaire (éradiquer la faim et la pauvreté extrême).

Recommandations :

- Faire une mise à jour régulière des prix des marchés, de la disponibilité alimentaire, de l'évolution de la situation acridienne et l'épidémie de la FVR.
- Suivre les flux transfrontaliers sénégalais et maliens de céréales (riz, mil et sorgho).
- Procéder dans les prochaines étapes à l'élaboration des scénarios sur l'évolution de la situation alimentaire dans les trois prochaines années dans les zones les plus vulnérables et mener si nécessaire une évaluation des besoins (EFSA14) en cas de chocs dus au phénomène de l'inflation galopante des prix des denrées alimentaires et des hydrocarbures.
- Prendre des mesures pour l'approvisionnement des intrants pour améliorer la production à court et moyen terme. Il est nécessaire de procéder à une identification des bénéficiaires les plus vulnérables et à déterminer les besoins en intrants pour favoriser les conditions de production au cours de la prochaine campagne agricole.
- Continuer à mettre en oeuvre des actions stratégiques de développement en lien avec la sécurité alimentaire / nutrition dans le pays (éducation, développement rural, santé-nutrition, emploi).
- Mobiliser les ressources financières et les systèmes de coordination pour faire face à une dégradation possible de la situation alimentaire des populations les plus vulnérables pendant la période de soudure.
- Renforcer les actions d'atténuation des crises alimentaires: cash-for-work, food-for-work, ventes à prix modérés, banques céréalières / SAVS, diverses distributions ciblées, etc., dans les zones d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure ;

- Renforcer les actions nutritionnelles de prévention et de prise en charge des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes malnutries dans les zones à risque.
- A moyen terme, initier une enquête analytique, avec l'appui des partenaires, des causes de la malnutrition, au moins dans les wilayas à haute prévalence de la malnutrition et dans les régions où la prévalence stagnante.
- Restructurer les mécanismes de la gestion de crise et d'intervention en situation de catastrophes nationales, pour favoriser l'implication des ONGs dans le processus de conception et de mise en oeuvre des politiques en la matière.
- Accélérer le processus de validation de la nouvelle Stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) et de son plan d'action (PNIA) pour affronter les défis d'insécurité alimentaire d'avenir à l'horizon 2015-2030.